



Objet : Communiqué

A Montreuil, le 17 décembre 2019

47 avenue Pasteur
93100 MONTREUIL
33 (0)1 45 44 48 25
man@nonviolence.fr
<http://nonviolence.fr>

Des droits de plus en plus bafoués

***Nous marcherons toutes et tous ensemble pour affirmer avec encore plus de vigueur :
« Egaux, Egales, personne n'est illégal » (Extrait de l'appel du collectif du 18 décembre)***

Ce 18 décembre, journée internationale des migrant·es, de nombreuses marches ont lieu en France, auxquelles le Mouvement pour une alternative non-violente (MAN) appelle à participer.

D'année en année, la politique à l'égard des personnes qui, par choix, libre ou le plus souvent contraint, quittent leur pays, se durcit.

Les conditions qui leur sont imposées dans les différents domaines de la vie quotidienne éloignent notre pays des valeurs de liberté, égalité et fraternité pourtant proclamées par nos dirigeants.

Les lois elles-mêmes, pourtant déjà dures, ne sont pas toujours respectées. Ainsi des familles, parfois avec des enfants en bas âge, sont-elles obligées de dormir dans la rue faute de places dans les lieux d'accueil dédiés.

Les délais d'examen des demandes d'asile ne sont pas toujours conformes à ce qui est pourtant prévu, et un tiers seulement de ces demandes ont abouti positivement en 2018, les critères des conventions de Genève concernant les réfugiés semblant parfois « oubliés ».

Celles de ces personnes qui ne peuvent envisager un retour serein dans leur pays sont alors contraintes, soit de vivre d'expédients dans la clandestinité, soit de compter sur la solidarité d'associations qui s'épuisent à pallier les manquements de l'État.

Ces personnes déboutées de leur demande d'asile, lorsqu'elles sont l'objet de contrôle, peuvent se voir enfermer, désormais jusqu'à trois mois, dans les centres de rétention dans des conditions qui se rapprochent de plus en plus de celles du milieu carcéral, alors mêmes qu'elles ne sont coupables d'aucun délit si ce n'est de vouloir vivre dans « le pays des droits de l'homme ». Des personnes malades n'y reçoivent pas les soins nécessaires. Parfois des jeunes dont la reconnaissance de minorité a été refusée, ou des enfants accompagnant leurs parents, y séjournent au mépris des conventions internationales, ce qui vaut à la France d'être condamnée par l'ONU par exemple.

De plus les conditions pour bénéficier des soins ou des allocations prévues se sont elles aussi durcies pour les demandeurs d'asile comme pour les réfugiés, au risque de poser un jour un risque pour la santé publique. Et l'accès à un emploi reste souvent compliqué.

Cette politique de plus en plus répressive renforce le sentiment nationaliste et xénophobe exprimé par une partie de la population.

Le MAN considère que notre pays a tout à perdre et se trahit dans la poursuite d'une politique qui bafoue les droits humains fondamentaux. Signataire de l'appel du 18 décembre, il exige un changement de cette politique concernant ces personnes qui payent déjà un lourd tribut sur les routes de l'exil. C'est à ce prix que nous construirons un avenir dans lequel elles comme nous retrouveront une réelle dignité !

Contact presse : Patrick HUBERT, porte-parole